

Colloque

LES GAUCHES ET L'ÉDUCATION

programmes, politiques éducatives, débats (1918-2013)

jeudi 1^{er} et vendredi 2 décembre 2016

« Les gauches et l'éducation » est le titre d'un colloque qui s'est tenu à Amiens les 1^{er} et 2 décembre dernier à l'initiative du CAREF (Centre amiénois de recherche en éducation et formation, laboratoire de l'Université de Picardie Jules-Verne), la Fondation Jean-Jaurès et l'OURS.

Associant spécialistes aguerris de l'histoire scolaire, comme Antoine Prost, Jacques Girault, Claude Lelièvre ou André Robert, jeunes chercheurs, au rang desquels se trouve Ismaïl Ferhat, qui en était la cheville ouvrière, mais aussi témoins et acteurs, tant politiques (Robert Chapuis, Jacques Guyard) que hauts fonctionnaires (Bernard Toulemonde, Jean-Louis Piednoir, Jean-Paul Delahaye), cet événement était structuré autour de trois axes :

- les programmes éducatifs et leur construction,
- les politiques éducatives mises en œuvre
- les débats et controverses au sein de la gauche.

Si le parti-pris de ne s'intéresser qu'à la gauche « de gouvernement », c'est-à-dire ayant exercé réellement le pouvoir, était à la fois assumé et justifié, plusieurs critiques pourraient être formulées dans le choix des thèmes de communications.

Ainsi, le rôle du PCF et des communistes a été fortement minoré. Seuls deux témoins communistes ont ainsi été sollicités (Eliane Lefèvre, dont le rôle dans la rédaction du projet communiste des années 1970 a été, de son propre aveu, assez marginal, et Michel Duffour) tandis que l'unique communication centrée sur ce parti était consacrée à son attitude vis-à-vis de Célestin Freinet au début des années 1950. Ce choix est d'autant plus étonnant qu'à de nombreuses reprises, l'hégémonie des communistes dans la réflexion éducative au sein de la gauche, du moins jusque dans les années 1970, a été rappelée.

On trouve le même paradoxe quant aux relations avec les organisations syndicales, qui ont été quasiment centrales dans la première table ronde, sans jamais faire l'objet d'une approche un peu systématique.

De même, les positions des radicaux ont été finalement assez peu prises en compte dans la communication de Jean-François Condette concernant le Front populaire, et globalement ignorées dans celle, pourtant très éclairante, d'Isabelle Clavel qui porte un regard novateur sur la IV^e République. À peine plus dans celle de Bruno Poucet relative au financement de l'école privée.

Plus anecdotiquement, le rôle, pourtant essentiel, du CNAL à la fin des années 1960 n'a quasiment pas été évoqué.

Mais, ce qui a été le plus marquant dans ces deux journées, c'est un clivage tacite entre anciens et modernes.

Les historiens et acteurs socialistes et socialisants, engagés depuis les années 1970 et 1980, ont ainsi beaucoup rabâché les vieilles antiennes, depuis une détestation sans nuance ni distance de la « culture secondaire », des enseignants du second degré et de leur syndicat majoritaire, jusqu'à la confusion absolue entre cette « culture secondaire », le SNES, *Unité et action* et le Parti communiste. Visiblement, l'erreur majeure de la direction de la FEN pensant que l'effondrement du parti communiste entraînerait « naturellement » celle d'UA et du SNES, lecture d'appareil qui ignora les réalités objectives des capacités de mobilisation et de représentation d'une profession par ces structures, n'a toujours pas fait l'objet d'un retour critique.

Cette ambiance désagréable de connivence et d'aveuglement a atteint deux sommets. D'abord

lorsqu'au motif que l'animateur de « l'Ecole et la Nation » défendait cette « culture secondaire » si honnie, Pierre Kahn et André Robert ont mis dans le même sac les analyses de Georges Snyders et celle de Georges Cogniot, omettant de préciser que le principal reproche que ce dernier adressait à Freinet, à savoir que ses méthodes n'avaient rien en elles-mêmes de « révolutionnaires » mais pouvaient très bien être mises au service d'une école capitaliste, s'est au final révélé d'une grande justesse.

L'autre fut le moment le plus caricatural de ce point de vue : la deuxième table ronde s'est limitée à des échanges entre anciens collaborateurs de cabinet des années 1980, et au cours de laquelle Lionel Jospin a même été qualifié de fossoyeur de la FEN pour n'avoir pas appliqué à la lettre l'accord passé entre Laurent Fabius et la direction fédérale... contre l'avis de tous les syndicats du second degré, SNETAA compris !

Mais, sans le vouloir, les intervenants ont alors fait écho à une partie de la très juste communication d'Ismail Ferhat qui expliquait que le PS était passé d'une attitude visant à prendre appui sur les enseignants pour impulser une réforme de l'école, à une autre, quasiment inverse, considérant a priori les enseignants comme rétifs et obstacles à tout changement, l'inspiration politique devant être cherché chez les « experts » et l'encadrement.

Les postulats très datés, structurant toute réflexion sur l'éducation autour d'une opposition « irréductible » entre cultures « primaire » et « secondaire » ont en revanche été largement absents des communications faites par les jeunes chercheurs, qui s'intéressent beaucoup plus aux aspects objectifs et matériels, comme notamment l'articulation entre pratique politique locale et construction d'un discours sur l'école, au centre de la communication de Julien Cahon sur les municipalités socialistes et l'école entre 1971 et 1989.

Au final, ces deux très intéressantes journées montrent le dynamisme et le renouveau, surtout, des travaux menés sur l'histoire politique de l'éducation. On ne peut que souhaiter que ce genre d'initiative se multiplie.

Hervé Le Fiblec